

Enquête publique préalable à l'autorisation unique, sollicitée par le Grand Port Maritime de Nantes Saint Nazaire :

- au titre de la loi sur l'eau pour l'aménagement du site du Carnet sur le territoire des Communes de Frossay et de Saint Viaud,**
- avec dérogation au titre des espèces protégées, opération réglementée en application du Code de l'Environnement.**

Du Lundi 09 Janvier 2017 au Jeudi 09 Février 2017

1 - RAPPORT d' ENQUÊTE

Désignation (décision N° E 16000279/44) des Commissaires Enquêteurs le 14 Octobre 2016 par Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Nantes conformément à la liste départementale d'aptitude au titre de l'année 2016.

Commissaire Enquêteur titulaire : Gilbert FOURNIER

Commissaire Enquêteur suppléant : Jean-Christophe PEUREUX

Enquête prescrite par l'arrêté N° 2016/BPUP/184 du 12 Décembre 2016 de Monsieur le Préfet de Loire

Fait à Vallet le 09 Mars 2017

SOMMAIRE

1- GENERALITES SUR LE PROJET	3
1.1 Préambule	3
1.2 Objet de l'enquête	3
1.2.1 – Localisation	3
1.2.2 - Historique et Concertations préalables	4
1.2.2.1 Historique	4
1.2.2.2 Concertations préalables	5
1.2.3 – Caractéristiques principales du projet présenté à l'enquête publique	7
1.2.3.1- Le projet	7
1.2.3.2 - Synthèse de l'évaluation environnementale	8
1.2.3.3 - Justifications et Alternatives étudiées	10
1.2.4 – Dérogation aux espèces protégées	11
1.3 Cadre Juridique	12
1.4 Le dossier du projet	13
1.4.1 Le maître d'ouvrage et autorité organisatrice	13
1.4.2 Les bureaux d'études ayant établi le dossier	13
2 - AVIS DES PPA et PPC	14
2.1- Avis de l'Autorité Environnementale	14
2.2- Avis des Autres Personnes Publiques Associées et Consultées	18
3 - ORGANISATION ET DÉROULEMENT DE L'ENQUÊTE	19
3.1 Les opérations préalables	19
3.2 Composition des dossiers d'enquête	20
3.3 Publicité, Affichages, Information du public	23
3.4 Déroulement de l'enquête	24
4 - RECENSEMENT DES OBSERVATIONS	25
4.1 Observations orales	25
4.2 Observations notifiées sur registres	25
4.3 Observations reçues par courriers déposés lors de la dernière permanence en Mairie de FROSSAY	27
4.4 Observations reçues par courriers en Mairie de FROSSAY	29
5 – SYNTHÈSE	31
6 - PROCÈS VERBAL de SYNTHÈSE et QUESTIONS du Commissaire Enquêteur	31

1- GENERALITES SUR LE PROJET

1.1 Préambule

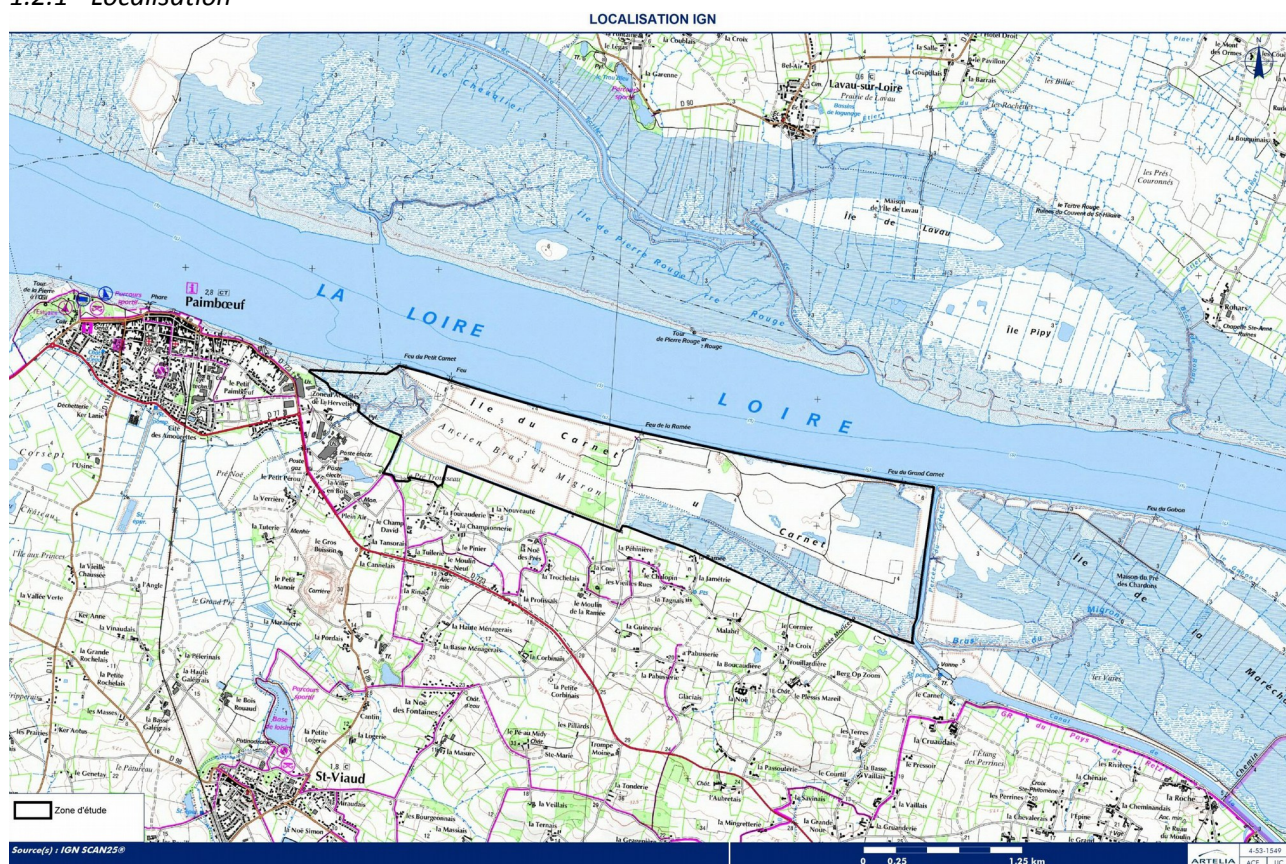
Le Grand Port Maritime de Nantes Saint-Nazaire est un équipement industriel qui assure l'interface entre terre et mer, au service du territoire et de son économie. En prolongement de la stratégie de relance portuaire de l'État, et pour répondre aux attentes des parties prenantes du territoire, il ambitionne de devenir un port français de référence de la transition énergétique et écologique. Il revendique pour cela un double rôle :

- Intégrateur, entre les activités portuaires, industrielles et l'environnement urbain et naturel, capable de créer de la richesse tout en préservant le milieu dans lequel il intervient.
- Accélérateur du développement économique des territoires.

Conscient de ses forces et faiblesses et des menaces et opportunités qui qualifient son contexte, il s'engage à proposer à ses clients des solutions industrielles et logistiques sur mesure, fiables et innovantes. Il souhaite faire de son positionnement géographique, à l'ouest de l'Europe, un atout au service des territoires du Grand Ouest, du Centre et de l'Est français.

1.2 Objet de l'enquête

1.2.1 - Localisation



Le site du Carnet se trouve dans l'estuaire de la Loire, sur la rive gauche du fleuve, sur les communes de Frossay et de Saint-Viaud, en Loire-Atlantique, au débouché d'un ancien bras de la Loire, le bras du Migron. La grande majorité du site (342 ha sur les 395 ha du projet) appartient au Grand Port Maritime de Nantes-Saint Nazaire (GPMNSN), maître d'ouvrage du projet. EDF est propriétaire des 43 ha situés à l'est du site. Les parcelles situées à l'ouest et au sud du site (10ha) sont la propriété du Conseil départemental de Loire Atlantique et sont en cours d'acquisition par le GPMNSN.

Ce site de 395 ha, est délimité au nord par la Loire, à l'ouest par la vasière de Paimboeuf, au sud par une zone d'activité (le parc d'activité Estuaire Sud - deux entreprises dédiées à la dépollution et à la gestion des déchets se trouvent à proximité immédiate du projet) et un secteur bocager (les Prés de la Ramée), et à l'est par la Percée du Carnet.

Le projet se situe à l'aval de la limite de salinité des eaux.

1.2.2 - Historique et Concertations préalables

1.2.2.1- Historique :

L'estuaire de la Loire a connu, au cours des 19e et 20e siècles, de profondes transformations, tant pour favoriser la navigation des navires que pour l'exploitation des sables et graviers. Sa morphologie et son fonctionnement ont été profondément modifiés.

Dans les années 1970, le site avait été en partie dédié aux activités industrialo-portuaires (prévision d'une installation de zone industrialo-portuaire - ZIP -). Il a été remblayé plusieurs fois entre 1970 et 1993 notamment avec des matériaux de dragage. Ce site de l'île du Carnet (à l'ouest de la zone d'étude) a aussi servi au stockage du fioul échappé de l'Erika en 1999.

Après avoir été identifié comme site d'implantation de plusieurs projets, abandonnés depuis (dont le projet de création d'une centrale nucléaire lancé dans les années 1970 et abandonné en 1997) le site du Carnet est présenté dans le projet stratégique du GPMNSN comme le lieu d'un « projet global visant à l'aménagement d'un parc dédié aux écotechnologies marines (110 ha) et à la restauration de milieux naturels (290 ha) » .

Les premières habitations se situent à 500 m d'un secteur qui possède déjà des voiries, permettant notamment de desservir les installations existantes : le Port à sec « les Portes de l'Atlantique », l'apportement Octel pour produits chimiques liquides, et le prototype d'éolienne offshore expérimentale « Haliade 150 » d'Alstom et son apportement. L'éolienne, d'une hauteur de 176 m en bout de pale, a fait l'objet d'un permis précaire délivré au titre des articles L433-1 et suivants du code de l'urbanisme, valable jusqu'au 29 juillet 2017, dont la reconduction a eu lieu à l'été 2016 et n'a pas fait l'objet d'évaluation environnementale.

La quasi-totalité des 395 ha du site sont aujourd'hui des espaces renaturés, les remblais sableux ayant été progressivement reconquis par la nature. On y trouve de nombreux habitats d'intérêt communautaire (certains sont prioritaires au sens de la directive "Habitats, faune, flore" de 1992), des zones humides (60 % du périmètre du site), et une mosaïque fine de milieux caractéristique de l'île du Carnet.

Par ailleurs, les parties Est et au bord de Loire sont identifiées comme une « zone naturelle » ou un « espace remarquable » du littoral par les PLU des deux communes où le site est localisé, et les cartographies

annexes attachées aux orientations de la DTA et relatives à la trame verte désignent le site comme faisant partie d'« espaces naturels et paysages exceptionnels à protéger.

1.2.2.2- Concertations préalables :

Un travail d'identification de réserves de développement, contribuant à mettre en œuvre la démarche **ERC** (Éviter – Réduire – Compenser) a été mené en concertation avec les services de l'État, les collectivités locales (**CCSE**) et les associations de protection de la nature et de l'environnement (**Loire-Vivante, Bretagne-Vivante, FNE, LPO**).

Il s'est effectué sur plusieurs années (inventaires réalisés entre 2008 et 2014 – finalisation des dossiers réglementaires en 2015), comme le montre la chronologie listée ci-après:

07/11/2006 – Réunion inter-services de l'État validant l'implantation de SOREDI. Demande de la DIREN de présenter un dossier d'aménagement global du Carnet.

Mars 2007 – Achèvement du dossier CCSE de demande d'autorisation du pôle nautique.

Mai 2007 – Dossier CCSE/Pôle nautique considéré comme non recevable par police de l'eau de la DDE notamment car aménagement de la ZIP doit être traité globalement + insuffisance des mesures compensatoires.

28/06/2007 – Courrier du Port à Préfet: Engagement du Port à réaliser un dossier de projet d'aménagement global sur les 140ha intégrant le pôle nautique.

12/10/2007 – Réunion de concertation Port/DDE/CCSE:

(1) Montage d'un dossier complet à soumettre à la DIREN décidé.

(2) Rappel de la demande DIREN de faire un état écologique complet. Décision du Port de le lancer rapidement.

26/10/2007 – Réunion de coordination avec le Sous-Préfet de St-Nazaire : CCSE, DIREN, DDE, Port, maire de Frossay, La Baule Nautic qui confirme la concertation du 12/10.

Mars 2008 – Début des expertises écologiques (par la société Ouest Am'). Marché lancé sur la période allant de mars 2008 à février 2009.

14/05/2009 – Réunion avec DREAL, DDEA, Préfecture, CCSE et Mairie de Frossay:

(1) Présentation du plan global d'aménagement de la zone: secteurs aménagés et secteurs préservés; mesures environnementales d'accompagnement et compensatoires sur ou en limite du site d'aménagement ainsi que dans le secteur compris entre le site d'aménagement et la percée du Carnet.

(2) Présentation des principes des mesures compensatoires et engagement du Port à mettre en œuvre un plan de gestion (sur 230ha).

23/06/2009 – Conseil Scientifique de l'Estuaire de la Loire (1^{ère} réunion) : Présentation du projet d'aménagement d'un pôle énergies renouvelables au Carnet sans modification par rapport à ce qui avait été développé lors de la réunion du 14/05. Pas d'avis demandé.

14/03/2010 – Visite sur site avec DREAL et Conservatoire Botanique National de Brest.

06/08/2010– Avis de la DREAL sur les orientations du projet d'aménagement. Propositions de réduire l'emprise de l'aménagement sur différents secteurs de la zone d'aménagement envisagée .

10/04/2012 – Courrier des Associations de Protection de l'Environnement (APNE) – LPO 44, Bretagne Vivante, FNE, SOS Loire Vivante – au GPM : Demande de prise en compte de leurs observations.

Mai 2012 à Juillet 2013 – Inventaires écologiques sur les espèces protégées.

17/10/2012 – 1^{ère} réunion de concertation GPM – DREAL – DDTM sur espèces protégées, Natura 2000, étude d'impact, mesures compensatoires.

09/11/2012 – 1^{ère} réunion de concertation GPM – APNE sur le périmètre d'aménagement, les espèces protégées et l'étude d'impact.

- 04/01/2013 – Courrier APNE au GPM** notamment sur l'emprise de l'aménagement, demandant de sortir plusieurs secteurs du périmètre aménageable de 110 ha (voir carte ci-après).
- 12/02/2013 – 2^{ème} réunion de concertation GPM – APNE** sur les inventaires espèces protégées et les enjeux écologiques.
- 21/05/2013 – 3^{ème} réunion de concertation GPM – APNE** sur l'évaluation des enjeux écologiques et le dossier espèces protégées.
- 22/09/2013 – Visite** accompagnée par le GPM du site du Carnet lors du **2^e festival Birdfair** organisé par la LPO à Paimboeuf.
- 17/10/2013 – Présentation** du projet d'aménagement au **Bureau Communautaire de la CCSE (1^{ère} réunion)**.
- 13/11/2013 – 2^{ème} réunion de concertation GPM – DREAL - DDTM** sur la bio-évaluation, le dossier espèces protégées et les orientations de compensation.
- 21/11/2013 – Conseil Scientifique de l'Estuaire de la Loire (2^{ème} réunion)** – Présentation du contexte, des enjeux, des échéances et point d'avancement.
- Décembre 2013 à Juillet 2014 – Inventaires ornithologiques complémentaires sur les espèces protégées.**
- 24/04/2014 – 4^{ème} réunion de concertation GPM – APNE** sur les mesures compensatoires et le bilan du projet.
- 22/05/2014 – Conseil Scientifique de l'Estuaire de la Loire (3^{ème} réunion)** – Rappel sur la méthode et les enjeux, le programme de mesures compensatoires et le bilan du projet.
- 05/06/2014 – Présentation** du projet d'aménagement au **Bureau Communautaire de la CCSE (2^{ème} réunion)**, notamment des mesures compensatoires.
- 16/06/2014 – Rencontre de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Nantes Saint-Nazaire** pour présentation du projet d'aménagement.
- 30/06/2014 – Rencontre** de l'animatrice du **SAGE Estuaire de la Loire** et du directeur du **GIP Loire Estuaire**.
- 13/11/2014 – Présentation** du projet d'aménagement au **Conseil Municipal de Saint-Viaud**.
- 03/12/2014 – Réunion** avec les chasseurs du GPM, les agriculteurs présents sur le site et la Chambre d'Agriculture.
- 22/01/2015 – 1^{ère} Réunion de travail** sur la révision du PLU de Saint-Viaud et la modification du PLU de Frossay avec **CCSE, Mairie de Saint-Viaud et Mairie de Frossay**.
- 26/02/2015 – Réunion** de concertation avec **EDF (1^{ère} réunion)**.
- 27/04/2015 – 5^{ème} réunion de concertation GPM – APNE – DREAL** sur le dossier espèces protégées, les orientations du plan de gestion et l'étude d'aménagement.
- 04/06/2015 – Avis favorable du CSRPN (Conseil Scientifique Régional du Patrimoine Naturel)**.
- 24/06/2015 – Conseil Scientifique de l'Estuaire de la Loire (4^{ème} réunion) – Avis formel du CSEL**.
- 02/07/2015 – Présentation** du projet d'aménagement au **Bureau Communautaire de la CCSE (3^{ème} réunion)**.
- 06/07/2015 – Présentation** du projet d'aménagement au **Conseil Municipal de Frossay**.
- 20/10/2015 – Sortie** commune GPM-EDF EN-ALSTOM sur le site lors de la **Greenweek** avec présentation du projet au public présent.
- 12/11/2015 – Présentation** du projet d'aménagement à l'**AESE (Association des Entreprises du Sud Estuaire)**.
- 01/12/2015 – Réunion** de concertation avec **EDF (2^{ème} réunion)**.
- 29/01/2016 – Présentation** du projet aux services techniques du **Conseil Départemental 44**.
- 17/03/2016 – Courrier** GPM à **EDF** sur le transfert de gestion des terrains EDF.
- 20/04/2016 – Avis favorable de la CLE du SAGE (Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux)**.
- 02/05/2016 – 2^{ème} Réunion de travail** sur la révision du PLU de Saint-Viaud et la modification du PLU de Frossay avec **CCSE, Mairie de Saint-Viaud et Mairie de Frossay**.

Les différentes études engagées (analyse spécifique des besoins, études faune-flore précises à l'échelle du site du Carnet, soit 395 ha), et les échanges avec les services de l'État et les associations de protection de l'environnement ont conduit à **réduire le périmètre d'aménagement de 160 ha à 110 ha** fin 2012.

L'évolution des partis d'aménagement conduit à une diminution de plus de 30 % de la surface vouée à être aménagée initialement.

Le périmètre d'aménagement retenu pour le projet du parc éco-technologique constitue un **compromis** permettant de répondre aux exigences technico-économiques du GPM pour le développement de ce parc, tout en conciliant la prise en compte du patrimoine naturel remarquable présent au sein du site.

Le périmètre aménageable, a visé à éviter, chaque fois que cela était possible, en priorité les secteurs de très fort intérêt :

- à l'Est dans le secteur proche de la percée du Carnet, ainsi que du reliquat du bras du Migron : une surface de zones humides jouant un rôle sur le plan des fonctions écologiques.
- à l'Ouest de la partie centrale du site du Carnet associée aux plans d'eau et substrats sableux : zones de reproduction pour les amphibiens, les limicoles et anatidés.
- la roselière du petit Carnet, coté Paimboeuf
- conservation de la bande de roselière dans le cadre de la réalisation des appointements.
- conservation de la franche rivulaire de la Loire, entre le chemin et la roselière linéaire entre le port à sec et la route de l'éolienne(feux de la Ramée).
- positionnement du projet de quai sur un linéaire de berge artificiel (enrochements) du coté Est de la route de l'éolienne.
- phasage des travaux dans le temps et dans l'espace , en fonction des besoins, en suivant des recommandations déterminées pour intervenir à des périodes précises de l'année tenant compte de l'absence ou de la reproduction de certaines espèces.

1.2.3 – Caractéristiques principales du projet présenté à l'enquête publique:

1.2.3.1- Le projet :

Le Grand Port Maritime structure son projet stratégique 2015-2020 autour de trois axes :

- Être au cœur des filières actuelles et émergentes.
- Garantir la performance de l'outil industriel portuaire.
- Conduire une politique partagée de développement durable des espaces portuaires estuariens.

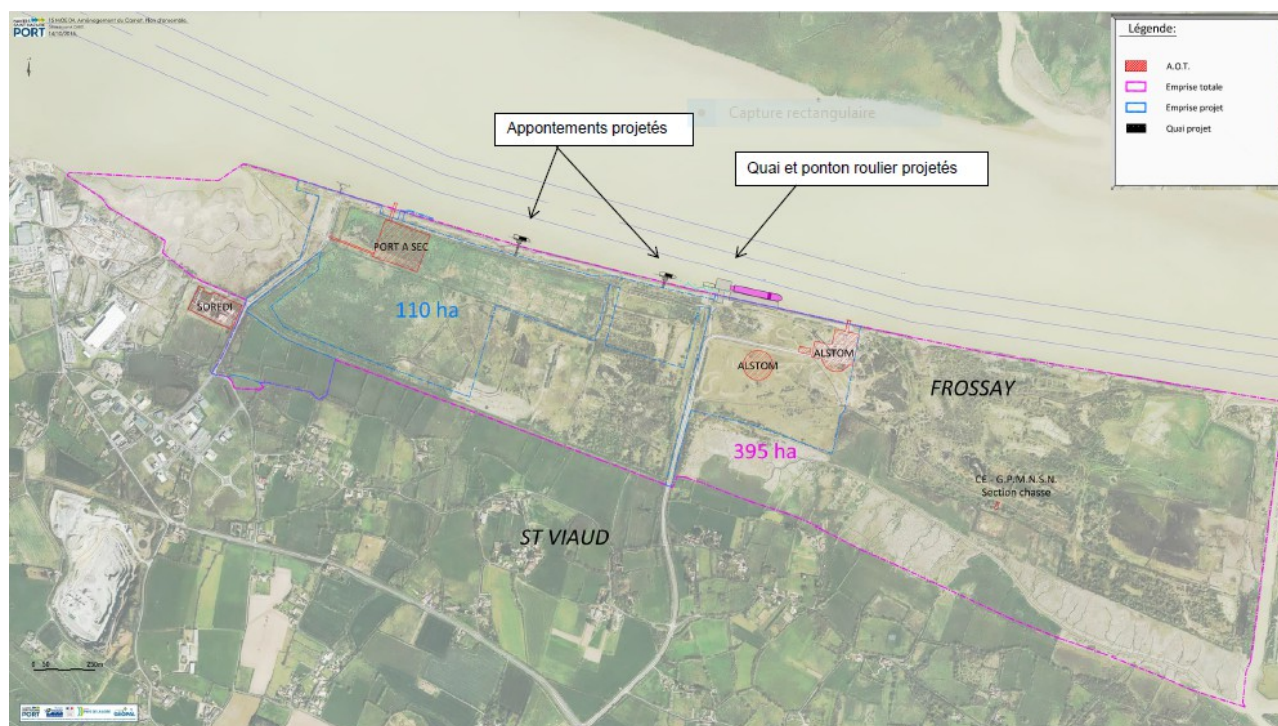
Le parc d'activités offre des espaces complémentaires aux activités industrielles de Saint-Nazaire et de Montoir de Bretagne dont les capacités sont limitées. Il prépare ainsi le territoire à l'émergence progressive des différentes filières. Il contribue également à un équilibre nord/sud des activités économiques. La logistique du parc est essentiellement envisagée par mode fluvial.

Au cours des dernières années, des inventaires de la faune et de la flore ont été réalisés. Les enjeux du site, dans le contexte de l'estuaire, ont été **définis et partagés avec les services de l'État et les associations environnementales**. Une méthodologie d'évaluation des fonctionnalités écologiques a par ailleurs été mise en place. Les **mesures d'évitement** ont remodelé le projet. Les **mesures de réduction** ont été appréhendées et **celles de compensation** ont fait l'objet d'un **partage** et d'un **accord** entre les partenaires.

Le plan de gestion des espaces naturels reste à rédiger, les aménagements et travaux environnementaux devant être mis en œuvre en parallèle.

Le projet du Carnet est donc un projet global visant à l'aménagement d'un parc dédié aux écotechnologies marines (110 ha) et à la restauration de milieux naturels (285 ha).

Outre le remblaiement d'une grande partie du terrain (déjà profondément remanié par des remblaiements anciens), le terrassement et la viabilisation de 110 ha, le GPNNSN , maître d'ouvrage prévoit la création d'un ponton flottant, d'un quai de 200 m sur 35m, la création de 2 appontements et la remise en état de l'appontement existant.



1.2.3.2 - Synthèse de l'évaluation environnementale:

La politique d'aménagement et de développement durable du Grand Port Maritime doit identifier la vocation des différents espaces portuaires et notamment ceux présentant des enjeux de protection de la nature. Elle intègre le volet territorial du projet stratégique et a donc fait l'objet d'une évaluation environnementale conformément au Code de l'Environnement et notamment ses articles R.122-2 et R.123-1 et suivants.

→ Cette évaluation dresse un constat de l'État initial de l'environnement:

- Le site du Carnet **possède déjà quelques dessertes routières et un accès fluvio-maritime** qui permettent l'accès aux 3 installations déjà présentes :
 - l'appontement Octel.
 - le port à sec.
 - le prototype d'éolienne off-shore expérimentale d'Alstom « Haliade 150 ».

- **Concernant le milieu physique :**
 - globalement, la qualité de l'air sur le secteur est bonne avec des concentrations moyennes annuelles en polluants inférieures aux valeurs définies par la réglementation.
 - le remplissage sédimentaire sur le secteur d'étude correspond à une zone de vasières dominantes. Le site est concerné par la nappe alluviale de l'estuaire de la Loire.
 - la berge se situe entre 4 et 7 mètres CM (Cote Marine).
 - la profondeur de – 5m du fleuve est atteinte à moins de 50 m sur le secteur de la percée du Carnet.
 - pour le risque de submersion marine, présent dans l'estuaire la cote retenue est de 4,78m IGN69 (7,94m CM).
 - le site du Carnet laisse apparaître des surfaces temporairement inondées en périodes hivernale et printanière, illustrant une vaste zone humide. Trois principaux écoulements, en relation avec La Loire, sont identifiés sur la zone d'étude : le ruisseau du Migron, le bras relictuel du Migron sur la partie est du site et la douve le long de la route de l'Eolienne. La faune invertébrée présente dans ces trois étiers dépendant de l'estuaire, traduit un caractère saumâtre à l'aval et presque dulcicole à l'amont. Trois plans d'eau artificiels, créés à des fins cynégétiques au niveau des zones remblayées, sont présents sur le secteur central.
 - la qualité des eaux est classée en état écologique médiocre, ainsi que pour la qualité chimique.
- **Concernant le milieu naturel, les enjeux sont importants:**
 - La zone d'étude est incluse dans le périmètre d'une ZNIEFF de type I et d'une ZNIEFF de type II. Située en dehors du réseau Natura 2000, la roselière de bord de Loire est limitrophe du site Natura 2000 « Estuaire de la Loire ». Le site du Carnet est situé dans les périmètres de recensement de zones humides d'intérêt national (ONZH) et départemental (inventaire).
 - L'analyse de ce milieu naturel montre que:
 - . Le périmètre zone humide représente 250 ha, soit environ 63 % de l'emprise totale.
 - . Pour la flore et les habitats, sur les 44 habitats élémentaires décrits, 9 relèvent de la Directive « Habitats », dont 1 d'intérêt communautaire prioritaire.
 - . Quatre plantes invasives sont répertoriées
 - . L'activité biologique planctonique est affaiblie (mélange des eaux douces et salées, turbidité)
 - . Les enjeux faunistiques identifiés sont élevés(notamment pour les amphibiens en période de reproduction).
 - . Le site présente pour l'avifaune un intérêt important.
 - . L'intérêt batrachologique est majeur.
 - . L'intérêt entomologique est lié à la mosaïque de milieux secs, meubles, sableux et de milieux humides.
 - . Les rives de la Loire ne présentent pas au niveau du site de fonctionnalités piscicoles avérées.

Tous ces enjeux ont été pris en compte, évalués et hiérarchisés par une approche spécifique.

- **Concernant le milieu humain**
 - les différentes caractéristiques du site ont déjà été abordées dans le chapitre précédent
«1.2.2.1- Historique»
- **Concernant le paysage :**
 - l'estuaire présente un caractère relativement plat, constitué de repères industriels (centrale de Cordemais et raffinerie de Donges).
 - Le paysage du Carnet est caractérisé par une pluralité, à travers des espaces humides, espaces en eau, sableux, espaces ouverts puis espaces fermés, le tout étant marqué successivement par des phases d'artificialisation, d'abandon, puis de reconquête du naturel sur l'artificiel, à l'image

de la bande de roselière développée en rive de la Loire sur des berges renforcées par des enrochements.

→ **Pour le projet présenté dans ce dossier, 6 enjeux environnementaux prioritaires ont été identifiés: (par le GPM dans son avis délibéré n°2015-51 sur le projet stratégique 2015-2020) :**

- l'inscription du projet d'aménagement sur une trajectoire compatible avec le maintien du potentiel de restauration d'un milieu estuarien fragile et d'importance écologique majeure, actée par un partage de l'espace inscrit dans la durée.
- Une consommation effective d'espaces naturels parcimonieuse, limitée à des aménagements répondant à la demande avérée.
- L'élaboration de compensations et d'une stratégie de gestion des espaces naturels ambitieuses.
- La prise en compte des risques naturels dans l'aménagement du domaine portuaire.
- Le développement de l'intermodalité.
- La valorisation des paysages de l'estuaire.

1-2-3-3- Justifications et Alternatives étudiées

Le GPMNSN **justifie** son projet comme étant **d'intérêt public majeur** par les **éléments suivants** :

- Le développement d'une zone dédiée à la recherche-développement, à des tests, à la production et à l'entretien dans le domaine des EMR est intégrée à la politique européenne dans le domaine énergétique.
- le projet de parc EMR au Carnet s'inscrit dans les orientations nationales issues du Grenelle de l'environnement et de la loi de transition énergétique.
- la politique nationale et sa déclinaison régionale est engagée dans le développement des EMR.
- la filière doit apporter des emplois, pour l'essentiel hautement qualifiés.

Le GPMNSN, sur les 12 sites potentiels, avait retenu 3 sites : ZIP de Cheviré, le Carnet et Donges-Ouest. Après analyse détaillée sur des critères fonctionnels et techniques, environnementaux, réglementaires et humains le **site du Carnet a été retenu car** :

- l'espace disponible est favorable pour accueillir des industries liées aux EMR;
- le site présente un fort intérêt écologique mais les enjeux ont été identifiés et pris en compte de façon à minimiser l'impact du parc (110 ha) à l'échelle de l'ensemble du site (395ha).

L'aménagement projeté comprend les ouvrages d'assainissement des eaux pluviales (fossés, exutoires, décanteurs,...) et d'assainissement des eaux usées, mis en oeuvre en deux temps (assainissement autonome puis station de traitement et exutoires). Des ouvrages dédiés aux opérations de manutention de type Lo-Lo et Ro-Ro4, ainsi que des appontements de servitude sont également prévus. Enfin, des zones fonctionnelles sont nécessaires à la réalisation du projet : zones de « bord à quai », voiries et zones de services. Les aménagements prévus sur le site du Carnet seront réversibles.

Le projet à vocation environnementale, comporte des zones de préservation du patrimoine environnemental et des zones de compensation. Ces zones de compensation sont basées sur les fonctions biologiques caractéristiques du site et/ou de l'estuaire de la Loire. Cette partie du projet intègre préservation, restauration et réhabilitation de milieux. Ce projet intégré vise à respecter l'équilibre du site. L'élaboration d'un projet intégré constitue une garantie supplémentaire de l'engagement de pérennité des espaces préservés.

1.2.4 – Dérogation aux espèces protégées

Le projet de viabilisation du site du Carnet, porté par le GPMNSN, est en effet visé par les interdictions suivantes :

- *atteinte aux spécimens d'espèces protégées ;*
- *dégradation des habitats, et en particulier des éléments physiques ou biologiques réputés nécessaires à la reproduction ou au repos d'espèces protégées.*

Ce sont des interdictions pour lesquelles des dérogations sont possibles, *à condition qu'il n'existe pas d'autre solution satisfaisante et que la dérogation ne nuise pas au maintien, dans un état de conservation favorable, des populations des espèces concernées dans leur aire de répartition naturelle (article L.411-2 4° du code de l'environnement)* et que le projet soit réalisé dans l'un des objectifs définis aux 4° a) à e) de l'article L.411-2 qui couvre, notamment, l'intérêt public majeur du projet

Dans le cadre de l'étude d'impact, les surfaces et les localisations des emprises spatiales du projet initialement prévues ont été revues par le GPMNSN de façon à tenir compte au mieux des enjeux et sensibilités floristiques et faunistiques du site du Carnet, décelées lors des études écologiques de 2008-2009, et, au fur et à mesure de l'avancement des nouvelles investigations et découvertes à partir de 2012. (études réalisées par la société Ouest Am').

Le projet va se traduire par la destruction d'environ 110 hectares d'habitats des espèces et taxons.

Dans un rapport ornithologique joint au dossier de demande de dérogations aux espèces protégées (en Tome 1 du dossier d'enquête) , toutes les espèces font l'objet d'une monographie détaillée et d'une cartographie spécifique (période de reproduction et période internuptiale), qui ont permis une qualification globale de l'impact du projet pour chacune de ces espèces.

Ce sont ces taxons et leurs habitats sur les 110 ha dédiés au parc « écotechnologies marines » qui font l'objet de la présente « demande de dérogation pour la destruction de spécimens et la destruction, l'altération ou la dégradation de sites de reproduction et aires de repos ».

Pour le volet « **Habitats naturels et flore** », les études réalisées en 2008 et de 2012 à 2014(Ouest Am' – GPMNSN) mettent en lumière quelques espèces végétales protégées .

Sur la base du travail effectué **par Ouest' Am' en 2008-2009 et 2012-2013, huit fonctionnalités ont été choisies et évaluées sur le site du Carnet. Ces huit fonctionnalités emblématiques du site, caractérisent les spécificités et la richesse du Carnet à l'échelle de l'estuaire de la Loire.**

Elles ont été sélectionnées à l'issue d'un travail de concertation avec les services de l'État et les associations de protection de la nature et de l'environnement sur la base des inventaires écologiques et au regard des enjeux du Carnet vis-à-vis des espèces inventoriées.

Les huit fonctionnalités choisies sont relatives aux trois groupes faunistiques suivants : les **amphibiens, les invertébrés patrimoniaux et les oiseaux.**

Ces huit fonctionnalités concernent :

- *l'espace à fonctionnalité avérée (reproduction, estivation, hibernation) pour les amphibiens. Les espèces considérées sont le Pélodyte ponctué, le Crapaud calamite et la Rainette verte,*
- *la zone potentielle d'accomplissement total du cycle de vie des amphibiens. La limite de cette zone a été définie en considérant une zone tampon de 600 m autour des espaces à fonctionnalité avérée des amphibiens,*
- *le cycle de vie des invertébrés patrimoniaux. Ce zonage considère l'ensemble des espèces jugées comme patrimoniales, qu'elles soient terrestres ou aquatiques,*
- *la reproduction des limicoles et anatidés. Les espèces considérées sont l'Echasse blanche et le Tadorne de Belon,*
- *la reproduction de la Pie-grièche écorcheur,*
- *la reproduction du Busard des roseaux,*
- *le transit, l'alimentation et la remise (hiver) des laro-limicoles et des anatidés,*
- *la reproduction et le transit migratoire des passereaux paludicoles. Les espèces considérées sont la Rousserolle effarvatte, la Rousserolle turdoïde, le Phragmite des joncs et le Bruant des roseaux.*

Remarque : Pour repère ces 8 fonctionnalités étaient illustrées dans les flyers mis à disposition dans les 4 Mairies où se sont tenues les permanences du Commissaire-Enquêteur.

C'est ce projet qui fait l'objet de la présente enquête publique préalable à l'autorisation unique, sollicitée par le Grand Port Maritime de Nantes Saint Nazaire :

- **au titre de la loi sur l'eau pour l'aménagement du site du Carnet sur le territoire des Communes de Frossay et de Saint Viaud,**
- **avec dérogation au titre des espèces protégées, opération réglementée en application du Code de l'Environnement.**

1.3 Cadre Juridique

Par arrêté n° 2016/BPUP/184 en date du 12 Décembre 2016, Monsieur le Préfet de la Région Pays de Loire, Préfet de la Loire Atlantique a prescrit l'ouverture et l'organisation d'une enquête publique préalable à l'autorisation unique, sollicitée par le Grand Port Maritime de Nantes-Saint Nazaire, au titre de la loi sur l'eau pour l'aménagement du site du Carnet sur le territoire des Communes de Frossay et de Saint Viaud, avec dérogation au titre des espèces protégées, opération réglementée en application du Code de l'Environnement.

Textes réglementaires:

Les dossiers établis pour cette enquête se réfèrent :

- au Code de l'Environnement :
 - Chapitre IV – titre Ier du livre II (parties législative et réglementaire) relatif à l'eau et aux milieux aquatiques et marins et notamment ses articles R214-1 et suivants.
 - aux articles L411-1 et suivants relatifs aux dérogations, aux interdictions d'atteintes aux espèces protégées.
 - aux articles R122-2 et R123-1 et suivants pour l'étude d'impact.
- au Code de l'urbanisme, notamment l'article L.121-26 relatif aux travaux admis en espaces remarquables

1.4 - Le dossier du projet

1.4.1 - Le maître d'ouvrage et autorité organisatrice :

Ce projet d'implantation d'un parc écotechnologique sur le site du Carnet est porté par :

le Grand Port Maritime de Nantes Saint Nazaire (GPMNSN).

18 Quai Ernest Renaud

BP 18609

44186 NANTES CEDEX4

Tel : 02 40 44 20 20

1.4.2 - Ont participé à la réalisation des dossiers :

- Pour le dossier d'aménagement et étude d'impact :

ARTELIA

Ville et Transport

Direction Régionale Ouest

Espaces bureaux Sillon de Bretagne

8 Avenue des Thébaudières

CS 20232

44815 Saint-Herblain

Tél : 02 28 09 18 00

- Pour le dossier de demande de dérogation pour les espèces animales et végétales protégées :

OUEST Am

Parc d'activités d'Apigné

1 Rue des Cormiers

BP 95101

35651 Le Rheu

Tél : 02 99 14 55 70

- Pour le volet étude d'aménagement :

PHYTOLAB

Halle Madeleine , 11 Impasse Juton

44000 Nantes

- Pour le volet acoustique :

ALHYANGE acoustique

1 Boulevard Paul Chabas

44100 Nantes

- Pour le volet mesures de trafic routier :

APi

2 - AVIS DES PPA (Personnes Publiques Associées) et PPC (Personnes Publiques Consultées)

2.1 - AVIS de l' AUTORITÉ ENVIRONNEMENTALE

Conformément aux dispositions des articles L122-1 et suivants du code de l'environnement, le projet d'aménagement du site du Carnet par le grand port maritime de Nantes- Saint Nazaire a fait l'objet d'une étude d'impact soumise à l'avis de l'Autorité Environnementale du CGEDD .

Cet avis (n° Ae : 2016-30) daté du 6 Juillet 2016, document conséquent de 26 pages (*cf. pièce du dossier d'enquête*), **est un avis simple**.

Il constitue une évaluation environnementale (analyse la complétude du dossier, sa qualité et l'efficacité pour choisir un scénario de moindre coût environnemental) et mesure la prise en compte de l'environnement dans le projet présenté. Il vise à éclairer le public sur la manière dont les enjeux environnementaux ont été pris en compte.

L' Autorité Environnementale après un rappel historique de l'évolution du site et une description du projet d'aménagement présenté, fait quelques remarques et recommandations.

Il faut remarquer que les principaux enjeux relevés par l' Ae reprennent ceux de son avis délibéré n°2015-51 sur le projet stratégique 2015-2020 du GPMNSN :

L'Ae recommande :

- d'intégrer au dossier une analyse précise et argumentée de la compatibilité du projet avec les dispositions d'urbanisme issues de la loi littoral et avec la DTA Estuaire de la Loire, ceci indépendamment de la compatibilité du projet avec le SCOT et les PLU, et de présenter une analyse des variantes conforme à la lettre et à l'esprit de l'article R. 122-5 du code de l'environnement, en comparant les douze sites retenus dans une première sélection selon des critères environnementaux ;
- de présenter plus précisément le phasage de l'opération et de mieux justifier les besoins du projet en termes de surfaces d'un seul tenant et de localisation, en précisant notamment quelles sont les installations qui doivent nécessairement être situées au bord de l'eau et celles qui pourraient en être plus éloignées ;
- que, conformément à la justification du projet et de son étude d'impact, le porteur de projet s'engage à n'installer sur le site que des entreprises qui travailleront pour leurs transports de marchandises très majoritairement par voie d'eau.
- de préciser le phasage des mesures compensatoires et de leurs effets et de mieux démontrer le bilan écologique positif de celles-ci en vérifiant la réelle fonctionnalité des mesures compensatoires avant la destruction des milieux destinés à l'industrialisation,
- de proposer une garantie forte et pérenne de protection des milieux naturels de la zone concernée par les mesures compensatoires.

L' Autorité Environnementale dans son avis détaillé fait **26 recommandations**, plus ponctuelles sur les différents chapitres des dossiers soumis à l'enquête.

Ces recommandations sont listées ci-après par chapitre concerné de l'étude d'impact :

➤ **- Contexte, présentation du projet et enjeux environnementaux**

x Contexte, objectifs et programme de rattachement du projet :

1) L'Ae recommande d'intégrer au dossier une analyse précise et argumentée de la compatibilité du projet avec les dispositions d'urbanisme issues de la loi littoral et avec la DTA Estuaire de la Loire, et ceci indépendamment de la compatibilité du projet avec le SCOT et les PLU.

2) L'Ae recommande en outre de justifier clairement et explicitement « la nécessité technique impérative » des services publics portuaires sur le site du Carnet.

3) L'Ae recommande de se référer à des objectifs plus contextualisés et à une analyse du marché local pour le développement des énergies marines renouvelables pour étayer son affirmation selon laquelle le projet est d'un « intérêt public majeur ».

4) L'Ae recommande de mieux justifier les besoins du projet en termes de surfaces d'un seul tenant et de localisation, en précisant notamment quelles sont les installations qui doivent nécessairement être situées au bord de l'eau et celles qui pourraient en être plus éloignées.

x Présentation du projet et des aménagements projetés

5) L'Ae recommande de justifier le périmètre d'étude au regard des enjeux environnementaux du projet.

6) L'Ae recommande au maître d'ouvrage d'évaluer précisément les contraintes et les impacts de la prolongation du permis de construire de l'éolienne expérimentale Alstom, dès lors que celle-ci est intégrée au périmètre du projet, et de définir des mesures d'évitement, de réduction et le cas échéant de compensation.

7) L'Ae recommande d'indiquer dès la présentation du projet que des prototypes d'éoliennes seront implantés sur le site, et d'en tenir compte dans l'étude d'impact.

8) L'Ae recommande de présenter plus précisément le phasage de l'opération.

x Procédures relatives au projet

9) L'Ae recommande d'intégrer les avis de la commission faune et de la commission flore du CNPN au dossier d'enquête publique.

x Principaux enjeux environnementaux relevés par l'Ae

Pas de recommandation particulière, les principaux enjeux reprenant ceux de son avis délibéré n°2015-51 sur le projet stratégique 2015-2020.

➤ **Analyse de l'étude d'impact**

10) L'Ae recommande d'analyser et de présenter tous les impacts du projet, y compris les impacts bruts, même sommairement, avant mise en oeuvre des mesures de réduction.

x Analyse de l'état initial

- Sol

11) L'Ae recommande de compléter le dossier par une analyse plus détaillée de l'état initial de la pollution éventuelle des sols remaniés.

- Milieu aquatique

- Zones humides

- Milieu naturel : habitat et flore, faune, Natura 2000, continuité écologique

- Bruit

- Paysage :

12) L'Ae recommande à l'Etat de préciser quel est le périmètre du projet susceptible d'être concerné par la réserve naturelle nationale.

x Analyse de la recherche de variantes et du choix du parti retenu

- Variante du lieu d'implantation du projet parmi les terrains du GPMNSN

13) L'Ae recommande de présenter une analyse des variantes conforme à la lettre et à l'esprit de l'article R. 122-5 du code de l'environnement, en comparant aussi les douze sites retenus dans une première sélection selon des critères environnementaux, et en pondérant de façon proportionnée ces critères environnementaux et les critères économiques et techniques dans la comparaison des sites de la ZIP de Cheviré, du Carnet et de Donges Ouest.

14) L'Ae recommande de justifier les besoins en foncier et en aménagement des entreprises du secteur des énergies renouvelables, en précisant pourquoi une rationalisation des espaces déjà aménagés n'était pas une variante envisageable, pourquoi le terrain de 110 ha doit nécessairement être d'un seul tenant et quels sont les espaces disponibles en arrière quai nécessaires.

15) L'Ae recommande au GPMNSN de présenter les éléments de coordination entre les différents ports de la façade atlantique de nature à conforter la politique d'offre mise en place.

x Analyse des impacts du projet après mise en oeuvre des mesures d'évitement et de réduction de ces impacts

- Sols

16) L'Ae recommande de préciser les impacts de la gestion des remblais durant la phase chantier en fonction des phases du projet, et de présenter les mesures environnementales permettant de les réduire, les éviter, et le cas échéant les compenser.

- Eau

- Zones humides

- Milieux naturels, dont Natura 2000

- Trafic et bruit

- Émissions de gaz à effet de serre

17) L'Ae recommande que, conformément à la justification du projet et de son étude d'impact, le porteur de projet s'engage à n'installer sur le site que des entreprises qui travailleront pour leurs transports de marchandises très majoritairement par voie d'eau.

- Paysage

18) L'Ae recommande de mettre au point et de joindre au dossier un cahier des charges de l'urbanisation du site accompagné d'une analyse paysagère détaillée la prenant en compte.

x - Mesures de compensation de ces impacts

19) L'Ae recommande de réévaluer le programme de mesures compensatoires pour mieux démontrer que leur mise en oeuvre compensera bien la perte de fonctionnalités et d'espèces patrimoniales et protégées que le projet entraînera.

20) L'Ae recommande de préciser le phasage des mesures compensatoires et de leurs effets.

21) L'Ae recommande de faire la démonstration de la réelle fonctionnalité des mesures compensatoires avant la destruction des milieux destinés à l'industrialisation.

22) L'Ae recommande de présenter les mesures compensatoires liées à l'implantation de l'éolienne d'Alstom, ainsi que leur suivi depuis 2012, et de distinguer les mesures compensatoires de l'éolienne et celles du projet global, afin de clarifier quels impacts elles compensent

➤ **Suivi des mesures et de leurs effets**

23) En l'absence de visibilité sur des outils de gestion suffisamment pérennes des espaces naturels dans l'estuaire de la Loire, l'Ae recommande au maître d'ouvrage de proposer une garantie forte et pérenne de protection des milieux naturels de la zone concernée par les mesures compensatoires.

24) L'Ae recommande de joindre au dossier d'enquête publique les documents formalisant les engagements notamment avec EDF et le Conseil départemental de Loire Atlantique concernant les mesures compensatoires et leurs suivis.

➤ **Compatibilité du projet avec les documents d'urbanisme**

25) L'Ae recommande de justifier la compatibilité du projet et des implantations industrielles prévues sur le site avec les dispositions générales d'urbanisme issues de la loi littoral.

➤ **Résumé non technique**

26) L'Ae recommande de prendre en compte dans le résumé non technique les conséquences des recommandations du présent avis.

Dans son Mémoire en réponse, versé au dossier d'enquête, le GPMNSN a apporté des réponses à chacune des 26 questions posées, et a développé certains commentaires et compléments.

Le Commissaire-Enquêteur émettra ses remarques aux questions-réponses dans la partie conclusions.

2.2 - AVIS des AUTRES PERSONNES PUBLIQUES ASSOCIEES et CONSULTEES

- **- Avis de la CLE du SAGE Estuaire de la Loire :**

Souligne la qualité du dossier et la concertation mise en œuvre tout au long de l'élaboration de ce dossier.

Cet **avis favorable** fait état d'un cahier des charges qui sera remis aux futures entreprises en ce qui concerne le dimensionnement des ouvrages pour le rejet des eaux pluviales et eaux usées.

- **- Avis du CNPN :**

Note que les enjeux environnementaux sont bien analysés et la plupart des secteurs favorables aux invertébrés patrimoniaux sont évités par les aménagements.

Apprécie les mesures d'évitement, mais note que l'ensemble des mesures préconisées de réduction, de compensation et d'accompagnement mériterait plus d'engagement.

L'**avis favorable** mentionne plusieurs procédures à mettre en œuvre pour la gestion de longue durée des 285 hectares.

Il fait état d'un comité de suivi pour cette gestion.

- **- Avis du CSRPN de la Région Pays de Loire :**

Note que l'historique du site, sa richesse écologique et la complexité de l'aménagement et des réflexions préalables en font un dossier difficile à appréhender

Mentionne que la qualité des études permet une juste appréciation des enjeux

L'**avis favorable** relate dans les mesures ERC une voie ferroviaire.

L'avis parle de réévaluation au fur et à mesure de la réalisation des aménagements et demande la création d'un plan de gestion.

- **- Avis du Conseil Scientifique de l'Estuaire de la Loire :**

Donne son avis sur le fond, en émettant ses réflexions.

En reconnaissant la qualité et le caractère approfondi des études, et la cohérence du dossier de synthèse, dans son **avis favorable**, le CSEL parle dans ses recommandations de réversibilité.

3 - ORGANISATION ET DÉROULEMENT DE L'ENQUÊTE

3.1 Les opérations préalables

➔ Désignation :

Dans sa décision n°E16000279/44 du 14 Octobre 2016, Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Nantes a désigné les Commissaires Enquêteurs en charge de l'enquête publique relative à l'autorisation unique, au titre de la loi sur l'eau et pour une demande de dérogation « espèces protégées », en vue de procéder à l'implantation d'un parc écotecnologique sur le site du Carnet situé sur le territoire des communes de Frossay et de Saint Viaud.

Sont désignés :

- M.Gilbert FOURNIER : **Titulaire**.
- M.Jean-Christophe PEUREUX : **Suppléant**

➔ Modalités de l'enquête:

L'arrêté préfectoral n° 2016/BPUP/184 du 12 Décembre 2016 prescrit les modalités et l'organisation de l'enquête :

- Durée de l'enquête 32 jours consécutifs, du lundi 9 Janvier 2017 au Jeudi 9 Février 2017 inclus.
- 4 lieux de permanences :
 1. Mairie de Frossay
4 Rue du Capitaine Robert Martin – 44320 Frossay.
 2. Mairie de Saint- Viaud
Place de la Mairie – 44320 Saint Viaud
 3. Mairie de Paimboeuf
1 Quai Éole – 44560 – Paimboeuf
 4. Mairie de Lavau sur Loire
1 Rue de la Mairie – 44260 Lavau sur Loire

➔ Chronologie des prises de contacts et rencontres avec la Préfecture et le maître d'ouvrage

02/12/2016 : - Prise de contact avec Mme Frouin de la Préfecture pour organisation des modalités de l'enquête et des jours de permanences.

08/12/2016 : - Prise de possession des dossiers en Préfecture de Nantes.
- Prise de contact avec le Maître d'ouvrage : Grand Port Maritime (GPM), interlocuteur M. LHERMITE.

16/12/2016 : - Rencontre avec le Maître d'ouvrage au siège à Nantes et visite du site du Carnet avec M.LHERMITE et M.DELOUIS, les 2 interlocuteurs pour le GPM.

22/12/2016 : Paraphe des dossiers pour les 4 communes en Préfecture de Nantes.

28/12/2016 : Contrôle des affichages sur site et dans les 4 Mairies concernées :
(Frossay, Saint Viaud, Paimboeuf et Lavau sur Loire).

3.2 - Composition des dossiers d'enquête:

→ Remarque : avant d'être soumis à enquête ces dossiers ont fait l'objet d'une chronologie d'instruction comme listée ci-dessous :

- 24/04/2014 : Stabilisation du projet(périmètre d'aménagement, évitements, impacts résiduels, mesures compensatoires, bilan fonctionnel, bilan zones humides.....) lors de la réunion entre le GPM, les services de l'État, la CCSE et les APNE.
- 24/04/2014 à juin 2015 : Rédaction du dossier d'étude d'impact et du dossier des espèces protégées.
- 04/06/2015 : Présentation du dossier espèces protégées au CSRPN (Conseil Scientifique Régional du Patrimoine Naturel).
- 24/06/2015 : Présentation du projet au CSEL (Conseil Scientifique de l'Estuaire de la Loire).
- Juillet 2015 à Novembre 2015 : Prise en compte des remarques du CSRPN et du CSEL pour finaliser le dossier d'instruction.
- 04/12/2015 : Dépôt des dossiers (Etude d'impact et espèces protégées), auprès de la Préfecture pour engagement de l'instruction.
- 14/01/2016 : Demande de compléments de la Préfecture.
- 01/03/2016 : Dépôt des dossiers complétés pour la poursuite de l'instruction (les dossiers n'ont pas été modifiés depuis).
- 27/05/2016 : Présentation du dossier espèces protégées à la commission faune du CNPN (Conseil National de la Protection de la Nature).
- 27/06/2016 : Présentation du dossier espèces protégées à la commission flore du CNPN.
- 06/07/2016 : Avis de l'Autorité Environnementale sur le projet.
- 13/07/2016 : Arrêté préfectoral de prolongation de la procédure d'instruction de 3 mois.
- 15/09/2016 : Transmission à la préfecture ainsi qu'au CGEDD, du mémoire en réponse du GPM à l'avis de l'Autorité Environnementale.

Les éléments concernés par le dossier sont :

- Viabilisation / aménagement des 110 hectares : voiries, réseaux (électrique, eau potable, télécom, eaux usées,....) mise à la cote des parcelles, station d'épuration, ouvrages de traitement des eaux pluviales (fossés, douves, exutoires, décanteurs,....) cheminements doux.
- Construction des infrastructures portuaires : le quai, l'appontement roulier, les 2 appontements « légers », la restauration / renforcement de l'actuel appontement Octel (Génie civil, dispositifs d'amarrage, souilles...).

- Mise en œuvre des mesures compensatoires, d'accompagnement et de préservation de la nature sur 285 hectares.

Les éléments qui devront faire l'objet d'autorisations complémentaires :

- Construction de bâtiments : soumis à permis de construire.
- Construction d'un bâtiment de production industrielle : à minima permis de construire et éventuellement instruction ICPE suivant la nature de l'activité.
- Construction d'un prototype d'éolienne : permis de construire et ICPE pour les éoliennes de plus de 50m.

De manière générale, les implantations « industrielles » seront couvertes par l'autorisation du Port pour ce qui concerne les impacts sur le « sol » (Loi sur l'eau, espèces protégées) et seront soumises aux autorisations ad hoc en fonctions de leurs activités (ICPE, permis de construire, espèces protégées si impact particulier sur les oiseaux par exemple) ?

➔ Les dossiers mis à la disposition du public dans chacun des 4 lieux d'enquête étaient composés de :

- 1 chemise comportant :

- L' arrêté préfectoral (4 pages).
- L' avis d'enquête (1 page).
- L' avis de l' Autorité Environnementale (**AE**)(26 pages).
- Le Mémoire en Réponse du Grand Port Maritime à l'avis de l' AE (50 pages).
- L' avis du Conseil National de la Protection de la Nature (**CNPN**) , Faune et Flore(4 pages).
- L' avis du **SAGE** Estuaire de la Loire (Schéma d' Aménagement et de Gestion des Eaux) (3 pages).
- L' avis de Conseil Scientifique Régional et du Patrimoine Naturel de la Région Pays de la Loire (**CSRPN**) – Commission « Espèces-Habitats » (5 pages).
- L' avis du Conseil Scientifique de l'Estuaire de la Loire (**CSEL**) (4 pages).

- 1 Classeur pour l'Étude d' Impact, composé de :

- **Résumé Non Technique de l' Étude d'Impact** (65 pages numérotées de 1 à 65).
- **L' Étude d'Impact :**
 - ➔ Sommaire général (3 pages identifiées de A C).
 - ➔ Guide de lecture (3 pages numérotées de 1 à 3).
 - ➔ 12 chapitres distincts séparés par intercalaire :
 - Chapitre 1 : Description du projet, contexte administratif et réglementaire .
(2 pages de sommaire numérotées A et B + 45 pages numérotées de 1 à 45).
 - Chapitre 2 : État initial du site et de son environnement.
(6 pages de sommaire numérotées A à F + 273 pages numérotées de 1 à 273).
 - Chapitre 3 : Choix et justification du projet – Solutions de substitution examinées
(3 pages de sommaire numérotées A à C + 98 pages numérotées de 1 à 98).
 - Chapitre 4 : Mesures d'évitement et de réduction sur l'environnement et la santé.

(2 pages de sommaire numérotées A et B + 35 pages numérotées de 1 à 35).

- Chapitre 5 : Analyse des effets résiduels du projet.
(2 pages de sommaire numérotées A et B + 72 pages numérotées de 1 à 72).
- Chapitre 6 : Mesures de compensation et d'accompagnement.
(3 pages de sommaire numérotées A à C + 78 pages numérotées de 1 à 78).
- Chapitre 7 : Synthèses des mesures environnementales et observations de gestion.
(1 page de sommaire numérotée A + 33 pages numérotées de 1 à 33).
- Chapitre 8 : Effets cumulés
(1 page de sommaire numérotée A + 12 pages numérotées de 1 à 12).
- Chapitre 9 : Évaluation des incidences Natura 2000.
(2 pages de sommaire numérotées A et B + 36 pages numérotées de 1 à 36).
- Chapitre 10 : Compatibilité avec les documents de planification.
(1 page de sommaire numérotée A + 30 pages numérotées de 1 à 30).
- Chapitre 11 : Méthodologie de rédaction- Difficultés rencontrées- Auteurs de l' étude
(1 page de sommaire numérotée A + 6 pages numérotées de 1 à 6).
- Chapitre 12 : Éléments de bibliographie
(4 feuilles non numérotées).

- **Annexes**

- Annexe 1 : Alhyange acoustique (étude de nov 2014)
(1 page de sommaire + 62 pages numérotées de 1 à 62).
- Annexe 2 : Alhyange acoustique (étude de juillet 2015)
(1 page de sommaire + 52 pages numérotées de 1 à 52).
- Annexe 3 : 3 courriers concernant des opérations foncières .

- **1 Atlas Cartographique de l'Étude d'Impact, relié**, composé de :

- 1 page de sommaire identifiée : A
- 109 pages numérotées de 1 à 109 dont les photos ou graphiques illustrent les 9 chapitres suivants :
 - Chapitre 1 : Description du projet, contexte administratif et réglementaire.
 - Chapitre 2 : État du site et de son environnemental.
 - Chapitre 3 : Choix et justification du projet – Solution de substitution examinées.
 - Chapitre 4 : Mesures d'évitement et de réduction sur l'environnement et la santé.
 - Chapitre 5 : Analyses des effets résiduels du projet.
 - Chapitre 6 : Mesures de compensation et d'accompagnement.
 - Chapitre 7 : Synthèse des mesures environnementales et orientations de gestion.
 - Chapitre 8 : Effets cumulés.
 - Chapitre 9 : Évaluation des incidences Natura 2000.

- **1 Dossier de demande de dérogation relatif aux espèces protégées, identifié : TOME 1**, relié, composé de 97 pages numérotées de 1 à 97.

- **1 Dossier de demande de dérogation relatif aux espèces protégées et aux habitats d'espèces, identifié: TOME 2/ ANNEXE**, relié , composé de :

- 1 Rapport Ouest Am' « Habitats naturels et flore – Impact sur le flore protégée »
de 69 pages numérotées de 1 à 69.
- 1 Rapport Ouest Am' « Caractérisation des enjeux entomologiques et chiroptérologiques »
de 21 pages numérotées de 1 à 21.
- 1 Rapport Ouest Am' « Amphibiens, Reptiles et Oiseaux »
de 89 pages numérotées de 1 à 89.
- 5 Formulaire CERFA , Ouest Am' de 5 pages.

- **1 Registre** pour recueillir les observations du public complétait le dossier **dans chacun des 4 lieux de permanences**.

3.3 - Publicité, Affichages, Information du public :

Conformément aux dispositions de l'article 4 de l'arrêté de Monsieur le Préfet de Loire-Atlantique, l'information du public a été réalisée dans les délais réglementaires soit 15 jours au moins avant le début de l'enquête par les mesures suivantes :

- Dans les 2 journaux régionaux : Ouest-France et Presse-Océan, en rubrique Avis Administratifs, les 23 Décembre 2016 et 10 Janvier 2017 (photocopies de ces articles en annexe 1 du présent rapport)
- L'affichage de l'avis d'enquête a été effectif également :
 - Dans les 4 mairies où se sont déroulées les permanences du Commissaire-Enquêteur :
 - FROSSAY (4 Rue du Capitaine Robert Martin- 44320 Frossay).
 - SAINT VIAUD (Place de la Mairie- 44320 St Viaud)
 - PAIMBOEUF (1 Quai Eole – 44560 Paimboeuf).
 - LAVAU sur LOIRE (1 Rue de la Mairie – 44260 Lavau sur Loire).

Tous ces affichages ont été réalisés **au moins 15 jours avant le début de l'enquête** comme en attestent les certificats (photocopies de ces certificats en annexe 1 du présent rapport).

- Le GPMNSN a fait réaliser 5 affiches en format A2 – lettres noires sur fond jaune (conformément à la législation). Ces affiches ont été judicieusement disposées à l'entrée du site et aux carrefours de routes le 21 Décembre 2016 (photocopies de ces affiches et certificat d'affichage en annexe 1 du présent rapport).

Une de ces affiches a également été posé à l'entrée du siège du GPM à Nantes.

Le Commissaire-Enquêteur a procédé au contrôle de tous ces affichages le 28 Décembre 2016.

Il les a vérifiés également à chacune de ses permanences dans les mairies.

Il a vérifié que ceux-ci **étaient** toujours **effectifs** dans les lieux précités lors de la récupération des dossiers et registres des 4 mairies le **10 Février** au matin.

- D'autre part il faut signaler que le dossier complet d'enquête était accessible sur le site du GPMNST depuis le 21 Décembre 2016:(<http://loire-atlantique.gouv.fr>)
- L'avis de l'Autorité Environnementale était également consultable sur le site Internet de la Préfecture de Loire-Atlantique : (<http://loire-atlantique.gouv.fr>)

- La Mairie de Lavau sur Loire a également fait figurer l'avis d'enquête sur son site officiel.

Par ailleurs des mesures de publicité complémentaires sont venues s'ajouter aux mesures réglementaires :

- Des flyers, illustrant le projet d'aménagement du site portuaire du Carnet, quelques repères et les 8 fonctionnalités écologiques retenues selon la faune présente sur le terrain, étaient disponibles dans les halls d'accueil de chacune des 4 Mairies.

D'autre part ce projet a fait l'objet de nombreux articles dans la presse régionale, ou dans les bulletins et magazines d'information locaux depuis l'année 2011 : **75** ont été remis par le GPMNSN sur sa demande au Commissaire-Enquêteur.

3.4 Déroulement de l'enquête

L'enquête publique unique portant sur le projet précédemment cité, s'est déroulée du lundi 9 Janvier 2017 au jeudi 9 Février 2017, soit 32 jours consécutifs conformément à l'arrêté préfectoral n° 2016/BPUP/184 du 12 Décembre 2016.

Durant cette période, les pièces du dossier ont été tenues à la disposition du public dans les 4 lieux où ont été assurés les permanences du Commissaire-Enquêteur :

Mairie de **Frossay** (4 Rue du Capitaine Robert Martin – 44320 Frossay). **Siège de l'Enquête**
Mairie de **Saint Viaud** (Place de la Mairie – 44320 Saint Viaud).
Mairie de **Paimboeuf** (1 Quai Éole – 44560 Paimboeuf).
Mairie de **Lavau-sur-Loire** (1 Rue de la Mairie – 44260 Lavau sur Loire).

Le Commissaire-Enquêteur a tenu **6** permanences:

- Lundi **9 Janvier** 2017 de **9h00 à 12h30** à la Mairie de Frossay (**ouverture de l'enquête**)
- Mercredi **18 Janvier** 2017 de **14h00 à 16h00** à la Mairie de Paimboeuf.
- Samedi **21 Janvier 2017** de **9h00 à 12h00** à la Mairie de Saint Viaud.
- Mardi **24 Janvier 2017** de **8h30 à 12h00** à la Mairie de Saint Viaud.
- Vendredi **27 Janvier 2017** de **13h30 à 17h00** à la Mairie de Lavau sur Loire.
- Jeudi **9 Février 2017** de **14h00 à 17h00** à la Mairie de Frossay (**fermeture de l'enquête**).

Lors de ces permanences, le Commissaire-Enquêteur a reçu **35** personnes:

- **24** en Mairie de Frossay.
- **7** en Mairie de St Viaud.
- **0** en Mairie de Paimboeuf.
- **4** en Mairie de Lavau sur Loire.

Cette enquête unique a donné lieu à :

- **2** observations orales codifiées **RO1** et **RO2**

- **11** observations sur registres:
 - 3** à Frossay codifiées **R1 à R3**
 - 5** à St Viaud codifiées **R4 à R8**
 - 3** à Lavau codifiées **R9 à R11**
- **6** courriers remis au C.E lors de la dernière permanence, codifiés **C1 à C6**.
- **8** courriers adressés au C.E en Mairie de Frossay (siège de l'enquête), codifiés **C7 à C14**.

4 - RECENSEMENT DES OBSERVATIONS

Le tableau ci-dessous recense par Mairie, le nombre de personnes reçues lors des permanences du CE, les dépositions sur registres, les dépositions par courriers ou notes écrites.

Lieux des permanences et de consultation des dossiers d'enquête	Nombre de Personnes reçues	Dépositions sur registre	Dépositions courriers ou notes écrites
Mairie de FROSSAY (siège de l'enquête)	24	3	8+6
Mairie de Saint VIAUD	7	5	0
Mairie de PAIMBOEUF	0	0	0
Mairie de LAVAU sur LOIRE	4	3	0
Total	35	11	14

1 autre personne (M Mériaux J.L- Le Chalopin – St Viaud) a consulté le dossier en Mairie de Frossay lors de la dernière permanence mais n'a pas fait d'observation sur registre.

Au cours de ses permanences , le Commissaire Enquêteur a donc reçu **35 personnes**.

Les personnes rencontrées étaient soit des habitants proches du site, soit des personnes membres de diverses associations.

4.1 Observations orales :

- **RO1-** Madame Dominique **CHAGNEAU** (Association Bretagne vivante).
Est venue discuter du dossier avec le CE à la 1ère permanence de St Viaud et celle de Lavau en attendant de faire une déposition par courrier au nom d'un collectif d'associations.
- **RO2-** Monsieur **MASSONNET** – St Viaud : Président de l'AVPP (Association Vitalienne de Protection du Patrimoine).
Est venu discuter du dossier avec le CE à la 1ère permanence, puis à la 2ème à St Viaud, en attendant de faire une déposition écrite en Mairie de Frossay (lors de la dernière permanence).

4.2 -Observations écrites sur registre:

Par mairie, elles sont les suivantes:

- **Mairie de FROSSAY** (siège de l'enquête):

- **R1-**Une personne (M ou Mme Bruneau?)pose la question suivante:

- Quel retour a-t-on des entreprises concernées depuis le début de l'enquête?

- **R2- M. Jean BECHU – St Viaud:**

- Émet ses observations concernant la création de lagunes et mares d'eau à l'est de la route dite « du carnet », dans le prolongement des villages de la Pétière et du Chalopin : M.Béchu exploite ces prairies depuis 20 ans:

- il signale :

- que ces prairies naturelles sont entretenues (bovins) et exploitées sans engrais de synthèse, ni produit chimique, et qu'on y trouve une densité peu commune de bécassines du marais.
- qu'elles sont inondées lors des marées à partir de coefficient 100 par de l'eau saumâtre.
- qu'il existe déjà dans la partie centrale de la prairie une zone où il y a de l'eau stagnante.
- la présence d'une mare d'eau douce en dehors de la zone du GPM.

- il trouve que ce projet vient déséquilibrer, par des travaux de terrassement, un milieu naturel remarquable et fragile.

- il fait les propositions suivantes:

- il suffirait de requalifier cette zone en cartographiant plus précisément les zone d'eau dormante.
- mettre en avant les contrats de location des terres existants avec les agriculteurs qui ont des pratiques respectueuses de l'écosystème en place.

- **R3- Mme Mariette GALLERAND- Résidente à La Chevalleraie- FROSSAY :**

Elle note que:

- nombreux points restent inconnus (nuisances sonores diurnes et nocturnes,visuelles,trafic..) du fait de la non connaissance des entreprises industrielles qui s'installeront.
- l'impact pour les riverains sera conséquent avec aucun moyen de recours lors que les entreprises seront installées et demande s'il ne pourrait pas y avoir une réglementation en amont.

Elle pose quelques questions:

- le trafic fluvial ne risque-t-il pas d'amener de nombreux sédiments sur les zones protégées risquant de combler les zones humides?
- installer des zones protégées à proximité immédiate de chantiers industriels , est-ce réaliste (nuisances sonores et visuelles faisant fuir les espèces)?.

- **Mairie de Saint VIAUD :**

- **R4- Mme GANACHAUD Valérie – Malabri – 44320 St Viaud :**

- Cette personne habitant environ à 500 mètres de l'éolienne est venue prendre connaissance du dossier (plan, entreprises pouvant s'implanter.....); n'a pas exprimé de remarques particulières.

- **R5- Mme BRIAND MC – le Plessis Mareil – 44320 St Viaud :**

- Note que les balises redécouvertes et mises en valeur par l' Association Vitalienne du patrimoine ne figurent pas page 56 du résumé non technique. Elle demande qu'elles soient maintenues à leur endroit actuel et que l'accès en soit facilité par un chemin piétonnier et voir plus pour leur entretien.

- S'interroge sur la servitude de marche pied pour accès aux rives du fleuve.

- **R6- M.Raymond FRANCOIS – le plessis Mareil – 44320 St Viaud :**

- Évoque l'historique du site résultant de remblaiement du bras du carnet à une époque où les normes environnementales étaient quasi inexistantes.

-Émet la même remarque que la précédente sur les balises, demandent qu'elles soient préservées ainsi que les chaussées et anciens môles (micro-ports) sur cet ancien bras de la Loire.

- **R7- M. Alain CHUPIN et M MASSONNET Eric** (membre et Président de l'AVPP) :
 - Évoquent la remarquabilité du site du carnet avec du petit patrimoine qu'ils pensent faire inscrire au PLU (en révision)de la commune de St Viaud :
 - 2 anciennes tours de signalisation au droit du village de la nouveauté.
 - port ancien de la vieille douve à la Ramée
 - chaussée Moriceau en limite du périmètre d'étude.
- **R8 -Mme Béatrice de FOUCHER** (membre également de l'Association AVPP) :
 - Appuie les dépositions précédentes.

- Mairie de PAIMBOEUF :

- Une personne est passée prendre connaissance du dossier sans déposer sur le registre

- Mairie de LAVAU sur Loire :

- **R9- M Franck LATRAUBE** – chargé d'étude à la LPO:
 - A observé le phragmite aquatique (accrocephalus paludicola) sur le secteur du Carnet à proximité de la Douve de la Ramée en Août 2015, et qui n'aurait pas été pris en compte dans le dossier présenté à l'enquête.
 - Il tient à disposition un rapport et cartographie au siège de la LPO.
- **R10- Mme Gwenola KERVINGANT et Mme Dominique CHAGNEAU** (membres bénévoles de l'Association Bretagne Vivante) :
 - Demandent de rechercher les coupures d'urbanisation de St Viaud.
- **R11- M. Christian LORINQUER**, conseiller municipal de Lavau fait les remarques suivantes :
 - Approuve le projet d'aménagement du site du Carnet visant la création d'un parc industriel dédié aux énergies renouvelables.
 - Regrette que dans le dossier (présenté au conseil municipal du 27 janvier) n'apparaît pas de vues en 3 D d'implantations de bâtiments d'usine, de construction de grues de chargement ou déchargement de matériel.
 - Signale qu'il n'y a pas de mesures de bruit coté Nord Loire; il fait remarquer que ce site a été squatté par des rumeurs (moto cross?) et que les habitants de Lavau percevaient les bruits émis.
 - Fait une remarque concernant l'emploi: des habitants du Nord Loire voulant travailler sur le nouveau site du Carnet devront faire une longue route par le pont de St Nazaire ou par le bac du Pellerin : il propose de réfléchir à une liaison fluviale entre Donges et Paimboeuf sur le modèle des navibus à Nantes.

4.3 - Observations reçues par courriers déposés lors de la dernière permanence en Mairie de FROSSAY:

- **C1 – Collectif pour la « restauration de l'écosystème de l'estuaire de la Loire »**
représenté par **M. DROUET Rémi et M. LECLERE Patrick.**
Courrier de 3 pages + 1 article de journal :
 - le courrier fait état de l'importance de la pêche pour les ressources alimentaires.
 - remarque que le comblement des bras (du migron) et des grandes vasières de l'estuaire a

été un désastre.

- estime que tous ces dégâts peuvent être réparés en rendant possible la conciliation de l'aménagement existant (et celui à venir comme le Carnet) et cet écosystème estuarien.
 - demande la restauration du bras du Migron.
 - appuie plusieurs observations émanant des Avis du CSEL et de l'AE, et note que le choix du site aurait été plus pertinent sur des zones industrielles en friche.
- **C2 - Membres du CE du GPMNSN : utilisateurs du site du Carnet (chasseurs, pêcheurs, vélos, cueillette, cavaliers, randonneurs et autres).**
15 Présents pour la remise d'un même document d'observations :
 - M. Yan VINCHES ; M.Vincent RAFFENAUD ; M.Xavier BOUCARD ; Dominique MICHAUX ;
 - Sylvain BAUDOUIN ; M.Bruno ROBERT ; M.André CHARRIER ; M. Jean-Philippe GENDRON ;
 - M.Michel BOIZIEAU ; M.Gérard LAFOSSE ; M.Jean-Charles MANSMETZGER ;
 - M.Julien TORZEC ; M.Guillaume POSTAIRE ; M. Frank BINET ; M. Gérard GUISSÉAU
 - ne remettent pas en cause l'aménagement de l'estuaire et la nécessité de développer le complexe industrialo-portuaire porteur d'activités et d'emplois dans la région.
 - rappellent que l'amicale des chasseurs entretient et protège le site depuis 1984.
 - notent que dans le dossier le suivi des mesures compensatoires pour les surfaces restantes serait donné à un comité ad-hoc et demande à faire partie de ce comité.
 - rappellent que ce site est géré par le CE du GPM , et demandent à garder la pleine jouissance de l'espace restant pour les agents du GPM et la pérennisation des activités écologiquement compatibles.
 - **C3 – Association Départementale des Chasseurs de Gibier d'Eau de Loire-Atlantique (courrier déposé par M. RAFFENAUD précédemment cité en observation C2) :**
 - regrette que les chasseurs locaux n'aient pas été impliqués davantage dans la mise en œuvre des mesures compensatoires.
 - ne retrouve pas dans le dossier la gestion cynégétique des 280 hectares restants.
 - souhaite l'organisation d'une rencontre préalable des instances cynégétique (ONCFS/FDC44/ADCGELA/GIC Estuaire de Loire...) avec le GPMNS et les futures gestionnaires publiquement et activement anti-chasse que seront la LPO et Bretagne Vivante.
 - demande officiellement à faire partie intégrante du futur comité de pilotage de la mise en place des mesures compensatoires.
 - **C4 – Réseau HOMME et NATURE :**
Mouvement National de Lutte pour l'Environnement (MNLE).
Représenté par Mme Jeanine DURAND; M. Jean-Paul MARTEL; M.Emile DURAND.
Courrier de 5 pages :
 - démontre la complexité de réalisation d'un projet et les conséquences induites sur d'autres sites de l'estuaire, et qu'un estuaire est un tout et que le Plan Loire Grandeur Nature définit comme étant la zone qui va des Ponts de Cé à l'Océan.
 - cite 6 recommandations de l' AE et du CSEL (voir courrier).
 - émet des priorités en lien avec les aménagements et les activités d'ordre industriel sur le site.
 - demande la restauration du bras du Migron et note ses effets positifs sur la faune, la flore, l'équilibre écologique, la biodiversité.
 - parle des conditions d'accès au site, du « barging », que le frêt routier devrait être l'exception.
 - conclut en demandant au GPMNST de prendre en compte les recommandations évoquées dans le courrier (voir courrier).
 - **C5 – Association Vitalienne de Protection du Patrimoine (AVPP) :**
Représentée par M.MASSONNET

Document d'une page d'observations+7 cartes anciennes+ 1 article de presse :

- Reprend les arguments évoqués en observations R5 et R6 inscrites sur le registre de St Viaud et joint une série de cartes anciennes pour la localisation des éléments remarquables qu'il souhaite voir conserver.

- **C6 – Mme Marie-Chantal BRIAND :**

- donne son avis et ses raisons contre l'aménagement d'une zone industrialo-portuaire sur le site du Carnet.
- cite des zones industrielles non saturées sur la Communauté de Communes Sud Estuaire.
- cite des promesses non tenues en terme d'emploi (port à sec), la SOREDI et ses odeurs pour le voisinage.
- parle de qualité de vie à St Viaud car la nature est préservée.
- propose de privilégier les entreprises locales et de développer d'autres sites en Nord Loire.

4.4 – Observations reçues par courriers en Mairie de FROSSAY :

- **C7 – Chambre de Commerce et d'Industrie de Nantes Saint Nazaire (CCI).**

- La CCI favorable au projet, énonce ses arguments :
 - proposer une offre foncière dédiée pour la filière industrielle des énergies renouvelables, notamment liées à la mer.
 - répondre aux ambitions nationales et régionales en matière de transition énergétique.
 - conforter le port comme outil au service de la diversification industrielle en s'appuyant sur les savoir-faire locaux.
 - créer de l'emploi.
 - prise en compte de l'environnement pour réduire et compenser.

- **C8 - Mme Monique ECHASSERIAU – 4 La Herguenais- 44360 CORDEMAIS :**

- Appuie une demande (remarque de Mr Christian LORINQUER, conseiller municipal de Lavau) concernant la mise en place d'une navette fluviale pour piétons à partir de Cordemais ou Donges Est de préférence, pour relier le site du Carnet après réalisation d'un quai.

- **C9 – Mme Marie CORMERAIS- La Chambaudière- 44190 St LUMINE de CLISSON :**

- Favorable à la recherche et à l'innovation dans le cadre des énergies maritimes renouvelables, elle mentionne des éléments inacceptables :
 - expropriations d'agriculteurs et remblaiements illégaux (régularisés en 2007).
 - reproche au GPM de n'avoir pas géré le site qui s'est banalisé en laissant chasseurs et agriculteurs en faire à leur guise.
 - énonce certaines procédures antérieures et influences sur l'élaboration des documents d'urbanisme (ressenti personnel).
 - note l'absence du Phragmite aquatique dans le dossier (source LPO : voir remarque R9). alors qu'il est présent sur le site.
 - évoque la loi littoral et le code de l'urbanisme et demande que le Port dise quelle est la justification légale de cette extension par rapport à la loi littoral.
 - parle de coupure d'urbanisation et d'incohérence dans le PLU, et de la bande des 100m de la loi littoral en bord de Loire alors que la coupure d'urbanisation s'arrête au ruisseau du Migron.
 - dénonce l'intérêt public majeur du projet.
 - note que dans le Mémoire en réponse du GPM aux questions de l'AE , le rapport avec le « bord de l'eau » n'est pas évoqué .

- émet les conclusions suivantes :
- la loi littoral n'est pas respectée.
- l'information du public est faussée (absence du Phragmite, et de coupure d'urbanisation).
- l'étude des sites alternatifs est biaisée (décision prise avant l'étude d'impact et aucune recherche sur le foncier des autres ports du territoire français pour le EMR).
- l'intérêt public majeur n'est pas démontré.

• **C10 - Mme Françoise PARENT** – Borchudan – 56360 LOCMARIA :

- après élaboration des intérêts du site du point de vue environnemental, trouve que son aménagement industriel serait une grave erreur .
- parle de l'avis du CSEL et de limiter l'artificialisation de la rive sud qui entraînerait de profonde modification du trait de cote; note que rien dans le dossier n'évoque cette question.
- évoque l'éolienne qui devrait être démontée (permis de construire précaire de 5 ans).
- parle de la doctrine : Eviter, Réduire, Compenser. Le GPM devrait réétudier les surfaces disponibles sur ses autres sites sur la rive Nord.
- l'utilité publique n'est pas démontrée.
- contradiction avec la loi littoral.

• **C11 - Plusieurs Associations :**

- France Nature Environnement
- Bretagne Vivante
- LPO
- Agir pour la Biodiversité (Loire-Atlantique)
- SOS Loire Vivante et ERN (European Rivers Network).

Document de 12 pages (voir document) :

Ces associations font de nombreuses remarques :

- Intégrer les effets du réchauffement climatique.
- Remarques sur certains critères :
 - critères environnementaux négligés.
 - critères d'accessibilité du site : choix peu cohérent avec la notion de transition énergétique.
- Consommation d'espace à afficher et à suivre dans le temps.
- Intérêt public majeur qui ne semble pas si explicite.
- Respect de la Loi Littoral à vérifier.
- Effets cumulés.
- Séquence : Eviter- Réduire- Compenser.
- Pérennité des 285 hectares à vocation environnementale: un APPB exigé.
- Oubli d'une espèce protégée menacée: le phragmite aquatique.
- Listes de 6 autres enjeux environnementaux non pris en compte (voir courrier).

En conclusion, l'ensemble de ces associations restent très réservées sur le projet et font plusieurs recommandations (voir courrier).

• **C12 – Pôle MER Bretagne Atlantique :**

Émet son avis sur le projet :

- ce projet d'aménagement s'inscrit dans le programme fédérateur « ports, infrastructure et ports et transports maritimes » sur les aspects liés à la modernisation portuaire et aux aménagements intégrés des espaces portuaires et de transition énergétique.

• **C13 - NEOPOLIA** : 35 Avenue du Général de Gaulle- 44602 Saint Nazaire
Réseau constitué de 250 entreprises industrielles

- Signale porter un grand intérêt à toutes les initiatives qui peuvent être créatrices d'emploi.
 - Possède un groupement d'entreprises qui travaillent depuis de nombreuses années sur les EMR (Énergies Marines Renouvelables).
 - Mentionne que le projet présenté n'est pas suffisamment argumenté et renseigné pour que NEOPOLIA puisse se positionner sur celui-ci. Estime qu'il n'est pas possible ni de comprendre quelles sont les activités qui pourront s'y développer, ni en quoi ce projet va bénéficier non seulement aux entreprises adhérentes de NEOPOLIA, mais aussi à tout le tissu industriel de la région.
 - reste disponible pour participer à toute action qui permettrait le développement de la filière EMR dans les Pays de Loire.
- **C14 – SOGEBRAS- Société logistique portuaire et maritime basée à Nantes/St Nazaire spécialisée dans le domaine des Energies Marines Renouvelables (Eolien/Hydrolien) :**
Courrier posté le 9/02 – reçu le 11/02 en Mairie de Frossay après la fin de l'enquête.
Exprime son intérêt pour l'aboutissement du projet du Carnet.

5- SYNTHÈSE:

En résumé, les observations émanent surtout de plusieurs associations, dont certaines ont été associées au projet lors des phases de concertations. Celles-ci ne sont pas opposées spécialement au projet mais demandent que leurs remarques soient prises en considération.

Quelques personnes (3) dans leur courrier expriment des éléments montrant leur opposition au projet.

Quelques courriers (5) mettant en avant les avantages du projet sur le plan économique tout en respectant la particularité du site, approuvent le projet présenté à l'enquête.

Toutes les remarques sont analysées dans le dossier 2 : Conclusions motivées et Avis du Commissaire-Enquêteur.

6- PROCÈS VERBAL de SYNTHÈSE et QUESTIONS du COMMISSAIRE-ENQUÊTEUR :

Conformément à l'article R.123-18 du code de l'Environnement, le Commissaire-Enquêteur a remis et commenté le **14 Février 2017** à M LHERMITE Chef de Projet et M DELOUIS Adjoint au Directeur des territoires au GPMNSN, chargés de mission pour ce dossier, les observations écrites et orales du public, consignées dans son Procès Verbal de Synthèse ainsi que ses propres questions (cf annexe2 du présent rapport).

Fait à VALLET le 9 Mars 2017

Le Commissaire-Enquêteur

Gilbert FOURNIER